

## Jean-Philippe TRICOIT

Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales

Institut des sciences du travail

Université de Lille

1, Place Déliot 59000 Lille

☎ +33 (0)3.20.90.74.84

E-m@il : [jean-philippe.tricoit-2@univ-lille2.fr](mailto:jean-philippe.tricoit-2@univ-lille2.fr)

Né le 3 novembre 1978 (39 ans) à Roubaix (France)

## Formations

27 mars 2013	<b>Habilitation à diriger des recherches</b> , soutenue à l'Université de Lille 2. Directeur de recherches : M. B. BOSSU, Professeur agrégé.
2002-2006	<b>Doctorat en sciences juridiques</b> préparé à l'Université de Lille 2. Thèse consacrée à <i>la médiation dans les relations de travail</i> , réalisée sous la direction de M. B. BOSSU, Professeur agrégé. ► Lauréat du <b>Prix de thèse VOLTAIRE 2007</b> .
2001-2002	<b>Diplôme d'Etudes Approfondies en droit social (Option : Droit du travail)</b> à l'Université de Lille 2.
2000-2001	<b>Maîtrise de droit privé</b> à l'Université de Lille 2.
1999-2000	<b>Licence en droit</b> à l'Université de Lille 2.
1996-1999	<b>Diplôme d'études générales de droit</b> à l'Université de Lille 2.
1995-1996	Baccalauréat Littéraire, spécialité Latin, au Lycée Baudelaire à Roubaix.

## Expériences Professionnelles

Sept. 2010- En cours	<b>Maître de conférences à l'Université de Lille 2 (Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales)</b>  <b>Enseignements en cours :</b> ► <b>Droit de l'emploi et des restructurations</b> en Master professionnel 2 <sup>e</sup> année « Droit social » [Cours magistral] ; ► <b>Droit social international et européen</b> en Licence professionnelle « Assistant juridique Gestion des ressources humaines » [Cours magistral et travaux dirigés] (2010-en cours) ; ► <b>Grands courants de la pensée juridique</b> , Ecole doctorale n° 74/Master 2 <sup>e</sup> année « Droit privé approfondi » [Cours magistral] (2010-en cours) ; ► <b>Prévention de la santé au travail et autres acteurs internes à l'entreprise : le salarié, les représentants du personnel et le CHSCT</b> Diplôme universitaire « Environnement juridique de la santé du travail » (2012-en cours), dirigé par M <sup>me</sup> Céline Leborgne-Ingeleare, MCF HDR [Cours magistral] ; ► <b>Régimes matrimoniaux</b> en Master 1 <sup>re</sup> année Formation continue (2012-en cours), [Cours magistral et travaux dirigés] ; ► <b>Droit des successions</b> en Master 1 <sup>re</sup> année Formation continue (2012-en cours), [Cours magistral et travaux dirigés] ; ► <b>Régime général de l'obligation</b> en 2 <sup>e</sup> année Licence Droit, antenne délocalisé de Cambrai (2015-en cours) ; ► <b>Libertés et droit du travail</b> , Master 2 <sup>e</sup> année « Droit privé approfondi » [Séminaire] (2015-en cours) ; ► <b>Statut social du joueur professionnel</b> , Master 2 <sup>e</sup> année « Droit du sport » [Cours
----------------------	--

magistral] (2015-en cours) ;

► **Liberté de circulation et Protection sociale**, Master 2<sup>e</sup> année « Droit de la protection sociale » [Cours magistral] (2015-en cours) ;

► **Droit du travail et religion**, Diplôme universitaire « Religions et société démocratique », dirigé par M. Aymeric Potteau, Professeur à l'Université Lille 2 [Cours magistral] (2015-en cours) ;

**Enseignements achevés :**

► **Droit social international et européen** en Master 1<sup>re</sup> année « Droit social » [Cours magistral et travaux dirigés] (2010-2015) ;

► **Initiation au droit belge** en 2<sup>e</sup> année de Licence Droit [Cours magistral] (2010-2015) ;

► **Droit du contrat de travail**, Master Recherche 2<sup>e</sup> année « Droit social » [Cours magistral] (2013-2015) ;

► **Droit de la procédure de licenciement pour motif économique et Méthodologie de la recherche documentaire** au sein du Diplôme universitaire « *Droit de la rupture du contrat de travail* », à l'Institut des Sciences du Travail de Lille 2 ;

► **Protection sociale** en Master 1<sup>re</sup> année, « Droit social » [Travaux dirigés, sous la direction de M<sup>me</sup> Bérengère Legros, MCF (2008-2010)] ;

► **Droit du travail appliqué au milieu sportif** en Master 1<sup>re</sup> année « Sport Événementiel et Communication » à la Faculté des sports (Ronchin) (2008-en cours) ;

Sept. 2011-2015

**Directeur** du Diplôme universitaire « **Droit des modes amiables de règlement des conflits** ».

► **Présentation générale des modes amiables de règlement des conflits** [Cours magistral] ;

► **Règlement amiable conventionnel** [Cours magistral] ;

Mars 2012-en cours

**Enseignement auprès du Collège juridique franco-européen d'études roumaines de Bucarest (Roumanie)**, reconduit jusqu'à ce jour ;

➤ **Droit social international et européen** en 1<sup>re</sup> année de Master [Cours magistral] ;

Sept. 2008- Août 2010

**Maître de conférences à l'Université d'Angers (IUT – GEA)**

► **Introduction au droit** (Institutions publiques françaises et européennes – Systèmes juridiques et systèmes judiciaires – Droit des obligations et droit de la consommation) [Cours magistral] ;

► **Droit du travail** [Cours magistral] ;

► **Droit de la protection sociale** [Cours magistral] ;

► **Responsable de la Licence professionnelle « Métiers de la Retraite et de la Prévoyance »** ;

Présidence du Jury de baccalauréat professionnel au Lycée polyvalent Sadi Carnot - Jean Bertin, 25 rue Marceau 49400 Saumur, Académie de Nantes (juin-juillet 2010).

2007

**Inscription sur la liste d'aptitude à exercer les fonctions de maître de conférences** [CNU, Section 01].

Sept. 2008 (en cours)

**Chargé d'enseignement vacataire** à la Faculté des sciences du sport, Lille 2.

► **Cadre juridique – Droit du travail** en Master SEC, 1<sup>re</sup> année ;

Sept. 2009- Août 2010

**Chargé d'enseignement vacataire** à la Faculté de droit, Lille 2.

► **Protection sociale** en Master 1<sup>re</sup> année, « Droit social » ;

► **Droit social international et européen** en Master 1<sup>re</sup> année, « Droit social » ;

► **Droit de la procédure de licenciement pour motif économique** en Master 2<sup>e</sup> année « Droit social » ;

► **Droit de la procédure de licenciement pour motif économique et**

**Méthodologie documentaire de la recherche** au sein du Diplôme universitaire « *Droit de la rupture du contrat de travail* », à l'Institut des Sciences du Travail de Lille 2.

<b>Sept. 2005-Août 2008</b>	<p><b>Assistant Temporaire d'Enseignement et de Recherche [ATER]</b> à la Faculté de droit de Lille 2.</p> <p>► <b>Relations individuelles de travail</b> en 3<sup>e</sup> année de Licence en droit sous la direction de M. B. BOSSU, Professeur agrégé ;</p> <p>► <b>Droit social international et européen</b> en Master 1<sup>re</sup> année de droit sous la direction de M. B. BOSSU, Professeur agrégé ;</p> <p>► <b>Droit de la procédure de licenciement pour motif économique et Méthodologie documentaire de la recherche</b> au sein du Diplôme universitaire « <i>Droit de la rupture du contrat de travail</i> », à l'Institut des Sciences du Travail de Lille 2.</p>
<b>Mai 2005-Août 2008</b>	<p>Maestris Cambrai/Universports</p> <p><b>Professeur en droit des obligations, droit des sociétés, droit du travail, droit des assurances et droit des associations.</b></p> <p>Préparation à l'examen d'agent sportif, Encadrement pédagogique, Mise à disposition d'études thématiques sur le droit du sport.</p>
<b>Mars 2005</b>	<p>Séminaire « <b>Formation Ressources informatiques</b> ».</p> <p><b>Formation documentaire et informatique</b> des étudiants du Diplôme Universitaire « <i>Droit de la rupture du contrat de travail</i> », à l'Institut des Sciences du Travail de Lille 2.</p>
<b>Févr. 2005-Juin 2005</b>	<p>Chargé de travaux dirigés en <b>Master Droit, 1<sup>re</sup> année, en droit social international et européen</b> à l'Université de Lille 2 sous la direction de M. B. BOSSU, Professeur agrégé.</p>
<b>Oct. 2004-Févr. 2005</b>	<p><b>Chargé de travaux dirigés en Master 1<sup>re</sup> année Economie et Gestion des Organisations en droit de la rupture du travail</b> à l'Université de Lille 3 sous la direction de M. K. ADOM, MCF.</p>
<b>Sept. 2004-Sept. 2005</b>	<p><b>Chargé d'étude pour la Direction de l'Animation et de la Recherche des Etudes et des Statistiques [DARES].</b></p> <p><b>Réalisation d'une étude sur les</b> « motifs et modalités du licenciement pour motif personnel » sous la direction de M. Ph. ENCLOS, MCF.</p>
<b>Mars 2004-Juin 2004</b>	<p><b>Chargé de travaux dirigés</b> en Master Droit, 1<sup>re</sup> année, en <b>droit social international et européen</b> à l'Université de Lille 2 sous la direction de M. B. BOSSU, Professeur agrégé.</p>
<b>Oct. 2003-Févr. 2004</b>	<p><b>Chargé de travaux dirigés</b> en Maîtrise AES (mention GRH) en <b>droit social européen</b> à l'Université de Lille 3 sous la direction de M. K. ADOM, MCF.</p>
<b>Sept. 2003 -Févr. 2004</b>	<p><b>Formation documentaire et informatique</b> des étudiants de 1<sup>re</sup> année de licence et des étudiants en Master professionnel 1<sup>re</sup> année – Université de Lille 2.</p> <p><b>Formateur à l'utilisation d'Internet</b> en matière de recherche de ressources documentaires, Présentation des différentes bases de données.</p>
<b>Mai 2003-Avr. 2005</b>	<p><b>Assistant de justice près la chambre sociale de la Cour d'appel de Douai.</b></p> <p>Rédaction de projets d'arrêt, Recherche documentaire, Rédaction de mémoires (AGS, Contrat d'apprentissage, Conventions collectives, Modes de preuve en droit du travail, <i>etc.</i>), Assistance aux audiences, Mise en état.</p>
<b>Avr. 2003</b>	<p><b>Formation informatique</b> des doctorants en sciences juridiques – Université de Lille 2.</p> <p><b>Formateur à l'utilisation d'Internet</b> en matière de recherche de ressources documentaires, Présentation des différentes bases de données.</p>
<b>Avr. 2003-Juin 2003</b>	<p><b>Professeur de français en cours particuliers – « Culture cours ».</b></p> <p>Enseignement tous niveaux (de la 6<sup>e</sup> à la Terminale).</p>
<b>Sept. 2002-Mai 2003</b>	<p><b>Tuteur</b> – Université Lille 2.</p> <p><b>Aide</b> à la méthodologie juridique, Explications de cours.</p>

**Sept. 2002-Mai 2004**

**Service commun de documentation – Université de Lille 2,  
Moniteur de bibliothèques.**

Accueil du public, mises à jour, recherche documentaire sur logiciels, formation des usagers à la recherche documentaire et informatique, *etc.*

**Août-Sept. 2001**

**SELARL Cornu – Lombard – Pinguet (Cabinet d'avocats)**

Assistance aux audiences, études de cas, rédaction de conclusions, recherches documentaires, activité de conseil, *etc.*

**Févr.-Avr. 2001**

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de ROUBAIX,  
Service contentieux.**

Gestion des dossiers « Recours contre tiers », Rédaction de mémoires.

### **Langues et Informatique**

- Anglais lu et écrit.
- Maîtrise d'Internet et des logiciels Word, Works, Excel, Corel Word perfect et Outlook Express.
- Connaissances de base pour la création de sites WEB (Logiciel Dreamweaver).

### **Activités extérieures et Loisirs**

- Football, Basket-ball, Lecture, Musique, Cinéma ;
- Membre de l'Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française ;
- Membre de l'Association française pour l'Organisation Internationale du Travail ;
- Association « Beffrois médiation » : Administrateur (mai 2010-mai 2014) ; Président (juin 2014-déc. 2014) ;

## Activités universitaires

- Membre du **Centre de Recherches en Droit : Perspectives du Droit (CRD&PD)** ; Equipe « **Laboratoire d'Études et de Recherches En Droit Social** » [LEREDS], Université de Lille ;
  
- **Responsabilités administratives et pédagogiques**
  - **2015-en cours**     **Directeur de l'Institut des sciences du travail**, Université de Lille 2 (1<sup>er</sup> janv. 2015) ;
  - **Sept. 2015-juin 2017**     **Fondateur et co-Directeur** du Master 2<sup>e</sup> année « Droit de la protection sociale » ;
  - **Sept. 2015-juill. 2017**     **Directeur** du Master 2<sup>e</sup> année « Droit du sport » ;
  - **2011-2015**     **Chargé de mission « Masters Recherche » – Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales - Lille 2** ;
    - Organisation des pré-rentrées/Organisation de la remise des diplômes des étudiants en Master « recherche »/Organisation des enseignements/Gestion administrative/Coordination ;
    - 2013-2014 : Réforme des maquettes d'enseignement des Masters « recherche ».
  - **2011-2014**     **Membre de l'équipe décanale de M. le Doyen B. Bossu – Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales - Lille 2** ;
  - **2010-2013**     **Directeur-adjoint de l'Institut des Sciences du Travail – Lille 2** ;
  - **2008 - en cours**     **Membre du comité de direction** de l'Institut des Sciences du Travail – Lille 2 ;
  - **2005 - en cours**     **Administrateur** au Conseil d'administration de l'Institut des Sciences du travail – Lille 2 ;
  - **2003-2005**     Ancien administrateur du site Internet du GRIST et collaborateur de la revue en ligne « Matière GRIST » ;
  - **2003-2005**     **Elu étudiant au Conseil Pédagogique et scientifique de l'Ecole doctorale de la Faculté de droit de Lille 2.**
  
- **Membre de comité de sélection et de jury**
  - 15 sept. 2014     Membre du Comité de sélection pour l'attribution des contrats doctoraux (admissibilité) [Ecole doctorale n° 74, Faculté de droit Lille 2] ;
  - 12 mai 2014     Membre du Comité de sélection pour recrutement sur un poste MCF [Faculté de droit, Nancy ; Section 01 ; Présidente : Pr. Alexia Gardin] ;
  - 15 sept. 2013     Membre du Comité de sélection pour l'attribution des contrats doctoraux (admissibilité) [Ecole doctorale n° 74, Faculté de droit Lille 2] ;
  - 22 mai 2013     Membre du Comité de sélection pour recrutement sur un poste MCF [IUT de Saint-Omer, ULCO, Section 01 ; Présidente : Catherine Minet, MCF] ;
  - 2013-(encours)     Membre du jury d'entrée à l'Ecole des avocats Nord Ouest - EDA Lille (IXAD), Institut d'études judiciaires, Lille 2 ;
  - 25 sept. 2012     Membre du Comité de sélection pour l'attribution des contrats doctoraux, [Ecole doctorale n° 74, Faculté de droit Lille 2] ;
  - Mars-avr. 2012     Membre du Comité de sélection pour recrutement sur un poste MCF [Faculté de Pharmacie – Lille 2 ; Poste n° 0605 ; Sections CNU 86, 01 et 02 ; Président du comité de sélection : Pr. François Vialla] ;
  
- **Responsabilités pédagogiques**
  - **2015- en cours**     **Co-directeur du Master II professionnel Parcours « Droit de la protection sociale »** (en collaboration avec M<sup>me</sup> Céline Leborgne-Ingeleare, MCF, Lille 2) ;
  - **2015- en cours**     **Directeur du Master II professionnel Parcours « Droit du sport »** ;
  - **2011-2015**     **Directeur du Diplôme universitaire « Droit des modes amiables de règlement des conflits » – Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales - Lille 2** ;
  
- **Responsabilités scientifiques**
  - **2014-2015**     **Membre du Conseil scientifique de REGES Forum** (URL : <<http://www.regesforum.eu/>>) ;
  - **2014-en cours**     **Membre du Comité de Rédaction de la revue Le Nouvel Endroit, revue du Collège Juridique Franco-Roumain d'Études Européennes de Bucarest** (URL : <<http://lenouvelendroit.com/la-revue/>>)
  
- **Participations à projets de recherche**
  - **2011-2014**     Projet GIP – Mission de recherche *Droit et Justice* sur « l'impact des mesures de lutte contre les discriminations » (Resp. scientifique : B. Bossu, Pr.) ; rédaction du rapport « **Discrimination syndicale** ».
  
- **Colloques, manifestations et séminaires**
  - **20 avril 2018**     Colloque « **Les institutions représentatives du personnel après les Ordonnances Macron** », 2<sup>e</sup>

- Journée d'études régionale, Université de Lille, FSJPS ;
- 2 février 2018 Colloque « **Le droit du travail et les NTIC** », 2 février 2018, IUT du Littoral – Saint-Omer, organisé par Dimitra Pallantza, MCF à l'ULCO ; Sujet : « **Le télétravail** » ;
  - 18 janvier 2018 Conférence « Club des DRH », Organisé par FIDAL, cabinet d'avocats - Marcq-en-Baroeul/Sujet : « **Le fait religieux en entreprise** » ;
  - 8 juin 2017 Colloque Global Management Conference (GMC), 6-9 juin 2017, IAE Lille France, organisé par Carine Drapier, MCF ; Sujet : « **Le télétravail** » ;
  - 25 avril 2017 Colloque, « **Les accords collectifs d'entreprise après la loi Travail** », 1<sup>ère</sup> Journée d'études régionale, organisée par Julien Icard, PR, FDEG/IDP et Stéphane Michel, MCF, IUT/IDP, Université de Valenciennes et du Haut-Cambrésis, Sujet : « **La conclusion des accords d'entreprise en l'absence de délégués syndicaux** » ;
  - 24 avril 2017 Conférence « **La protection sociale des migrants en situation irrégulière** », organisée par les étudiants du Master 2 « Droit de la protection sociale », FSJPS, Lille 2, Sujet : « **Immigration irrégulière et droits sociaux, État des lieux sous l'angle du droit de l'union européenne** » ;
  - 30 mars 2017 Conférence, Collège Juridique franco-roumain d'études européennes/Faculté de droit de Bucarest, Roumanie, Sujet : « **Le détachement des travailleurs** » ;
  - 3 mars 2017 14<sup>e</sup> Colloque RH, « La sécurisation des parcours professionnels - Enjeu d'évolution du marché du travail et de lutte contre le chômage », organisé par Dimitra Pallantza, MCF, IUT Saint-Omer (ULCO) et ISCID-CO, Sujet : « **Les mesures d'accompagnement post-restructurations** » ;
  - 9 décembre 2016 « **La réception des législations relatives aux accidents du travail, XIXe-XXe s., France-Belgique** », Journée d'études interdisciplinaire réunissant historiens, historiens du droit et juristes, organisée par le Centre d'Histoire judiciaire de l'Université de Lille 2, Sujet : « **L'accident du travail en droit social international et européen** » ;
  - 18 novembre 2016 Colloque, « **La loi travail** », organisé par le LEREDS et l'IST, FSJPS, Lille 2, Sujet : « **Sécuriser les licenciements économiques** », en collaboration avec Alexandre Barège, MCF ;
  - 29 avr. 2016 Participation au Colloque des M2 Droit de la Protection sociale sur « **La généralisation de la complémentaire santé** » à l'Université de Lille ; Thème : « **Bilan de la complémentaire santé** » ;
  - 1<sup>er</sup> avr. 2016 Participation au Colloque des M2 Droit du sport sur « **L'organisation des grands événements sportifs – L'exemple de l'Euro 2016** » ;
  - 12 févr. 2016 Participation au colloque « **La médiation au service de l'entreprise** » le 12 février 2016 à l'Université du Littoral Côte d'Opale ; Thème : « **La médiation curative – La clause de médiation** » ;
  - 15 janv. 2016 Participation au colloque « **Les mesures de prévention des licenciements pour motif économique** » ; Thème : « **Les licenciements pour motif économique : questions de méthode** » ;
  - 8 déc. 2015 Organisation du Colloque « **Droit du travail et famille** » à l'Université de Lille 2 ; Thème : « **La liberté professionnelle dans le couple** » ;
  - 6-7 nov. 2015 Participation au Colloque anniversaire organisé par le Collège juridique franco-roumain d'études européennes « **20 ans et le temps du Droit** », Faculté de droit de Bucarest, Roumanie ; Thème : « **20 ans de droit du travail en France** » ;
  - 17 avr. 2015 Conférence-Débat organisé par l'Association du Conseil de Prud'hommes de Valenciennes : « **Le droit du travail français : Protection du travailleur ou obstacle à l'embauche** ». Sujet : « **Etude comparative des droits du travail européens** » ; Table-ronde : « **Perspectives d'évolution du droit du travail français** ».
  - 15 déc. 2014 Journée d'études organisée par le Centre d'Histoire judiciaire dans le cadre de son projet scientifique « **Accidents du travail et droit social – approche historique comparée France – Belgique – Logiques juridiques et pratiques judiciaires** », organisé par M. Farid Lekéal (Professeur, Lille 2). Sujet : « **L'accident du travail en droit social international et européen** » ;
  - 15-17 oct. 2014 Colloque international « **Bulles sanglantes, Crime et Bande dessinée** », à Angoulême sus la direction de Fr. Chauvaud (Professeur, Université de Poitiers) et M. Porret (Professeur, Université de Genève). Communication : « **La justice pénale dans les mangas** ».
  - 23 oct. 2013 Séminaire organisé à l'Université Paris XII-Val de Marne (UPEC) par Véréne Chevalier, MCF. Sujet : « **Le contrat de travail du joueur professionnel : conclusion et rupture** ».
  - 19-20 sept. 2013 Organisation d'un colloque à Lille (en lien avec Beffrois médiation, association de médiateurs). Sujet : « **Les MARC et la médiation : sortir de la confusion** ». Sujet : « **La notion de conflit et de litige en droit** ».
  - 13-14 juin 2013 Colloque à Lille sur « l'homme augmenté », organisé par le CRDP, sous la direction de M. X Labbé, Professeur. Sujet : « **L'homme augmenté et le droit du travail** », en collaboration avec M. B. Bossu, Professeur.
  - 7 juin 2013 Colloque à Lille sur les « **Technologies de l'information et de la communication (TIC) et droit du travail** », organisé par le LEREDS, sous la direction de M. B. Bossu, Professeur. Sujet : « **Recrutement, rupture du contrat de travail et TIC** ».
  - 21 févr. 2013 Organisation d'une conférence-débat ayant pour thème « **Les missions du conciliateur de justice** » (intervention de M. Didier Decarne, Coordinateur des conciliateurs de justice de la métropole lilloise), en collaboration avec M<sup>me</sup> Céline Ingelaere-Leborgne, MCF.
  - 22 janvier 2013 Colloque à Lille sur « **les spécificités du contentieux prud'homal** » organisé par le Laboratoire de Recherche Juridique de l'ULCO, sous la direction de M<sup>me</sup> Catherine Letalle-Minet, MCF HDR. Sujet : « **La phase de conciliation dans le procès prud'homal** ».
  - 29 mai 2012 Colloque à Lille sur « **Les personnels des SPL : regards croisés droit public-droit privé** ». Sujet : « **L'application du droit du travail dans les sociétés publiques locales** ».
  - 5-6 avr. 2012 Colloque international et méditerranéen à l'Université de Franche-Comté (Besançon), « **La médiation, Un nouveau champ d'exploration pour les modes alternatifs de règlement des différends en Méditerranée : droit(s) des pays de l'Union pour la Méditerranée, droit comparé, droit international, Union européenne** », organisé par M. le Professeur Filali Osman. Sujet : « **Médiateur(s), Médiation(s) et procès équitable** ».

- **24 févr. 2012** Organisation d'une conférence-débat ayant pour thème « **Le conciliateur de justice, Auxiliaire d'une justice apaisée ?** » (intervention de M. Didier Decarne, Coordinateur des conciliateurs de justice de la métropole lilloise), en collaboration avec Mme Céline Ingelaere-Leborgne, MCF ;
  - **16 févr. 2012** « Rencontres du Barreau de Lille » : « **Les M.A.R.C. ; Autant de solutions pour éviter le recours aux tribunaux** ». Sujet : Présentation générale des modes alternatifs de règlement des conflits.
  - **16 janv. 2012** Journée d'études à l'Université de Franche-Comté (Besançon) relative à la **convention de procédure participative**. Sujet : « **Convention de procédure participative et conciliation : quelle parenté ?** ».
  - **15 déc. 2011** Journée d'études à la Maison des sciences de l'homme de Lille. Sujet : « **Le contrat de travail du sportif professionnel** ».
  - **8 mars 2011** Journée de la Femme (Lille 2-Faculté de droit). Participation à la table-ronde relative à *l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes* ;
  - **Janv. 2011** Forum « Forme – Santé – Bien-être » (Lille 2-Faculté des sports). Communication : « La législation d'aujourd'hui pour votre club de demain – Aspects de droit du travail ».
  - **Nov. 2010** Colloque sur le Bicentenaire des conseils de prud'hommes (Lille 2-Faculté de droit). Sujet : « **L'unicité de l'instance en matière prud'homale** ».
  - **Oct. 2010** Colloque international « **La Mediazione nazionale e transnazionale: confronto di esperienze in Italia, Francia e Spagna - I professionisti nella mediazione** », organisé par la Regione Emilia-Romagna, l'Union européenne et l'association ADR-plus. Sujet : « **La médiation en droit français** ». Atelier : « **Regolazione dell'istituto della Mediazione in ambito civile e commerciale in Francia, Italia e Spagna** ».
  - **Juin 2010** Colloque National de la Recherche en IUT (IUT Angers). Modérateur sur les thèmes suivants :  
- Abattoirs européens : la mort programmée de la souffrance animale ; - La mort et le droit ; - Le rôle du réseau dans la mise en valeur du tourisme ; - L'exposition comme situation de médiation symbolique.
  - **Janv. 2008** Colloque « **Litiges de la consommation : quelles conditions pour une médiation efficace ?** » organisé par l'association de consommateurs CLCV [« Consommation, Logement et Cadre de vie »]. Intervention sur « **l'impact de la proposition de directive sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale sur la médiation à la française** ».
  - **Nov. 2004** Participation aux **Journées de l'Association Française de Droit du Travail** sur le thème de « **la santé au travail : avancées et turbulences** ». **Réalisation d'un support documentaire** comportant les principales dispositions législatives et les décisions fondamentales sur chacun des sujets abordés.
  - **Mai 2004** Participation au 1<sup>er</sup> **Salon de l'emploi transfrontalier** organisé au sein de la Faculté de droit de Lille 2 : **Présentation du droit communautaire en matière de versement des prestations de chômage aux travailleurs migrants**.
  - **Mai 2002** Participation au Colloque sur le **Travail transfrontalier** en partenariat avec les universités de Gand (Belgique) et de Tilburg (Pays-Bas). Présentation du thème : *Chômage et Travail transfrontalier*.
- **Elaboration et direction de veilles juridiques**, Institut des Sciences du Travail – Lille 2 ; Disponible à l'URL suivante : <<http://ist.univ-lille2.fr/fr/veille-jurisprudentielle.html#c104>>
  - **Elaboration de la veille juridique « Droit social international et européen »**, Institut des Sciences du Travail – Lille 2 ; Disponible à l'URL suivante : <<http://ist.univ-lille2.fr/fr/veille-jurisprudentielle/droit-social-international.html#c105>> ;
  - **Direction de thèse**
    - Goudeseune (A.), *Ethique et risques psychosociaux : aspects du droit social*, en cours, début : 2014 ;
    - Hocini (S.), *L'indemnisation en matière de protection sociale*, en cours, début : 2013 (Convention CIFRE avec Humanis) ;
    - Wysoki (D.), *Contrat de travail et responsabilité civile*, début 2014 (contrat doctoral) ;
  - **Membre de jury de soutenance de thèse**
    - **2010-2011 – Thèse d'exercice en pharmacie**
      - Alessandro (L.), *La réglementation de la santé en France au regard du droit européen : L'exemple de l'ouverture du capital des pharmacies d'officine*, Thèse pour le diplôme d'Etat de docteur en pharmacie, Lille 2, Faculté des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques de Lille, 2010-2011, 106 p. [Président : D. Vion, Professeur ; Assesseur : Th. Morgenroth].
    - **2013 – Thèse en droit privé et sciences criminelles**
      - Passalacqua (J.), *Le règlement des litiges de consommation par la médiation, Perspectives comparatives, Thèse pour le doctorat en droit*, Université de Lorraine, Faculté de droit de Nancy, 315 p., soutenue le 3 décembre 2013, Dir. Pr. O. Cachard.
  - **Encadrement et direction de mémoires en 2<sup>e</sup> année de Master recherche** à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'Université de Lille 2 :

- **2011-2012 (en qualité de suffragant)**
  - Bonot (M.), *Droit du travail et NTIC*, Master recherche *Droit social*, dir. B. Bossu ;
  - Reguai (L.), *La formation professionnelle continue : Un droit des salariés ?*, Master recherche *Droit social*, dir. L. Draï ;
- **2012-2013 (en qualité de directeur)**
  - Khelil (S.), *Le travail dissimulé*, Master Recherche *Droit social* ;
- **2013-2014 (en qualité de directeur)**
  - Carpentier (P.), *Expatriation et nations connexes*, Master Recherche *Droit social* ;
  - El Gazi (S.), *Le statut social des personnes "incarcérées"*, Master Recherche *Droit social* ;
  - Hodara (M.), *Le contournement de l'application du droit du travail français*, Master Recherche *Droit social* ;
  - Jarry (Cl.), *Réseaux sociaux et droit du travail*, Master Recherche *Droit social* ;
  - Lesecq Marine, *L'égalité homme-femme en entreprise, Consécration européenne et mise en pratique en France*, Master Recherche *Droit social* ;
  - Magnin-Abdelkassa (M.), *La surveillance du salarié*, Master Recherche *Droit social* ;
  - Wysocki (D.), *La prise en compte de l'âge en droit du travail*, Master Recherche *Droit social* ;
- **Encadrement et direction de mémoires en 2<sup>e</sup> année de Master professionnel à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'Université de Lille 2 :**
  - **2006-2007**
    - Adam (M.), *Convictions religieuses et relations de travail*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu de travail*, 61 p. ;
    - Aubrun (V.), *Le statut du chauffeur routier en droit du travail*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu de travail*, 105 p. ;
    - Béchadergue (J.), *Le régime de protection des salariés protégés compris dans un « grand » licenciement économique*, *Droit de la santé en milieu de travail*, 106 p. ;
    - Benkhedidja (A.), *La prévention du risque chimique*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail*, 57 p. ;
    - Bourouba (M.), *Les élections professionnelles au sein de l'entreprise*, Master professionnel *Contentieux communautaire*, 76 p. ;
    - Golasowski (C.), *La santé au travail : la question de l'interdiction de fumer*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail*, 57 p. ;
    - Josserand (Cl.), *La lutte contre le travail dissimulé*, Master professionnel *Droit du travail*, 109 p. ;
    - Kalfhaoui (M.), *La diversité en entreprise*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail*, 76 p. ;
    - Quincy (A.), *Le statut juridique du footballeur professionnel*, Master professionnel *Droit du travail*, 77 p.
  - **2007-2008**
    - Blot (C.), *Les heures supplémentaires*, Master professionnel *Droit du travail* ;
    - Delahaye (H.), *La surveillance des salariés*, Master professionnel *Droit du travail* ;
    - Delehelle (C.), *Le droit du travail des personnes handicapées*, Master professionnel *Droit du travail* ;
    - Kahoul (S.), *L'impact de l'état de santé du salarié sur la relation de travail*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
    - Lescaillet (D.), *L'alcool au travail*, Master professionnel *Droit du travail* ;
    - Mahoune (L.), *L'égalité de rémunération entre hommes et femmes*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
    - Peyla (M.), *L'usage de stupéfiants par le salarié*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
    - Rekhail (M.), *Le suicide au travail*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
    - Ternant (C.), *La violence dans la relation de travail*, Master professionnel *Droit du travail*.
  - **2008-2009**
    - Blondael (N.), *Le travail dominical*, Master professionnel *Droit du travail* ;
    - Caেকে (A.), *L'emploi des seniors en France*, Master professionnel *Droit du travail* ;
    - Guilbert (M.), *La rupture conventionnelle du contrat de travail : Enjeux et perspectives*, Master professionnel *Droit du travail* ;
    - Pierens (A.), *L'expression de la liberté religieuse du citoyen salarié*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - **2009-2010**
    - Bouchet (A.), *Les rôles respectifs du CHSCT et de l'Inspection du travail dans la protection des salariés*, Master professionnel *Droit du travail* ;
    - Mottet (M.), *Les conduites addictives sur le lieu de travail*, Master professionnel *Droit du travail* ;
    - etc.
  - **2010-2011**



- Ait Eldjoudi (N.), *La pénibilité au travail*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Bigot (S.), *La GPEC*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Delattre (P.), *Les instruments permettant de pallier au développement des risques psychosociaux dans les entreprises : Le cas particulier des restructurations*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Hardy (Ch.), *La faute inexcusable de l'employeur : entre passé et avenir*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Hasni (S.), *Le raisonnable en droit du travail*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Michiel (T.), *Relations collectives et fusion*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Seynaeve (S.), *L'évaluation du personnel dans la relation de travail*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Tourbez (A.), *Le statut de l'intermittent du spectacle*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Tréfeu (Fr.), *L'exécution du contrat de travail du salarié protégé*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Wallerand (M.), *L'emploi des séniors : quand la loi bouscule l'évolution du management*, Master professionnel *Droit du travail* ;
- **2011-2012**
- Duforest (J.), *Le prêt de main-d'œuvre illicite*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Haddouche (A.), *La liberté religieuse en entreprise*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Jaillou (L.), *Le licenciement pour motif économique dans les entreprises à structure complexe*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Senouci (A.), *Le travail dissimulé*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Gibon (Fr.), *Le travail intérimaire*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Haddouche (N.), *Pénibilité au travail et risques psychosociaux*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Laurent (V.), *Le travailleur handicapé*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Roux (J.), *Le CHSCT et la formation de ses membres*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
- **2012-2013**
- Brisset (C.), *L'obligation de sécurité du salarié*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Darchicourt (F.), *Quel avenir pour la juridiction prud'homale ?*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Kisuka-Kilula (D.), *Contrat de travail, régimes complémentaire et supplémentaire de retraite*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Legrand (S.), *Droit du travail et fonction publique (rapprochement et limites)*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Lieppe (A.), *Le CHSCT et la santé au travail*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Mahieux (S.), *Les obligations de l'employeur en matière de harcèlement moral*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Marghadi (A.), *Le transfert d'entreprise et les troubles psychosociaux*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Pruvost (Ch.), *La rupture conventionnelle*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Vandennabelle (E.), *Le droit au repos*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Yonnet (A.), *L'articulation des procédures de consultation du CE et du CHSCT en cas de grand licenciement pour motif économique*, Master professionnel *Droit du travail* ;
- **2013-2014**
- Mazari Kebir (B.), *La mobilité du salarié*, Master professionnel *Droit du travail* ;
  - Akemakou (I.), *Le retour du salarié dans l'entreprise après un accident du travail ou une maladie professionnelle*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Bouslah (S.), *Durée du travail (temps de travail) et impact sur la santé et la sécurité des salariés*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Buono (C.), *La formation des membres du CHSCT*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Faure (E.), *La réparation des risques psychosociaux*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Gerard (C.), *Gestion du stress, dépendance au travail et stress professionnel*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Mahieu (L.), *Suicides liés au travail*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
  - Pauls (A.), *L'information individuelle du salarié en matière de santé et de sécurité*, Master professionnel *Droit de la santé en milieu du travail* ;
- **Soutenances de « Projet professionnel Etudiant » en 1<sup>re</sup> année de Master à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'Université de Lille 2 :**
- **2013-2014 (en qualité de directeur)**
- El Hamine (A.), *L'avocat et le droit du sport* ;
- **2013-2014 (en qualité de suffragant)**
- Bécu (L.), *L'inspection du travail*, C. Leborgne-Ingeleare (dir.) ;

- **2012-2013 (en qualité de suffragant)**
  - Badoux (L.), *Le métier d'avocat*, C. Leborgne-Ingeleare (dir.) ;
  - Nuttens (Ph.), *Découverte de l'univers du Juriste en Droit Social*, A. Barege (dir.) ;
  - Telha (N.), *Inspection du travail, Mon projet professionnel*, C. Leborgne-Ingeleare (dir.) ;
- **2011-2012 (en qualité de suffragant)**
  - Chauvelon (H.), *Le métier de directeur des ressources humaines*, A. Barege (dir.) ;
- Relecture de l'ouvrage de M. Sami A. ALDEEB ABU-SAHLIEH [Docteur en droit, expert en droit arabe et musulman] intitulé *Introduction à la société musulmane, Fondements, sources et principes*, 1<sup>re</sup> éd., Paris : EYROLLES, 2005, 462 p.

## Publications

### I. – MONOGRAPHIES

#### ► DROIT DU TRAVAIL

- *Les logiques de la représentativité syndicale en droit communautaire et en droit français*, Mémoire DEA droit social, Lille 2, 2002, 134 p. [sous la direction de M. Pierre-Yves VERKINDT, Professeur agrégé], Disponible en ligne à l'URL suivante : <[http://edoctore74.univ-lille2.fr/fileadmin/master\\_recherche/T\\_1\\_chargement/memoires/travail/tricoitjp02.pdf](http://edoctore74.univ-lille2.fr/fileadmin/master_recherche/T_1_chargement/memoires/travail/tricoitjp02.pdf)> ; La comparaison entre les modèles sociaux français et communautaire fait ressortir que la notion de représentativité s'est construite différemment pour chacun d'entre eux. De même, les mécanismes élaborés pour mesurer le phénomène de la représentativité ont été conçus de manière distincte. Ainsi, la construction conflictuelle et la conception homogène de la représentativité retenues par le modèle français s'opposent respectivement à la construction alternative et à la conception hétérogène de la représentativité développées dans le cadre communautaire.
- *Contentieux prud'homal du licenciement personnel : la recherche illusoire du véritable motif – Rapport final*, sept. 2005, non publié, 99 p. [sous la direction de M. Philippe ENCLOS, Maître de conférences, et en collaboration avec M<sup>elle</sup> Hélène POPU, Chargée de travaux dirigés] ; Au-delà du simple mécanisme de rupture du contrat de travail qu'il constitue, le licenciement pour motif personnel est également utilisé comme outil de gestion du personnel. Pour autant, démontrer une telle pratique apparaît impossible dans la mesure où l'office du juge est neutralisé par les règles de la procédure prud'homale. En ce cas, l'office du juge ne tend pas à déterminer le véritable motif de licenciement mais se limite, en réalité, à vérifier la sincérité du motif invoqué par l'employeur.
- *La médiation dans les relations de travail*, Thèse pour le doctorat en droit – Droit privé, Lille 2, 3 vol., 2006, Vol. I/II – 990 p./Vol. III – 420 p. [sous la direction de M. B. BOSSU, Professeur agrégé] ; Traditionnellement, la doctrine attribue au procédé de médiation une fonction de règlement des conflits du travail. Avec l'augmentation du nombre de procédures de médiation en droit du travail, il apparaît que cette fonction classique a évolué pour se transformer en un mécanisme de régulation des relations de travail proprement dites. La présente thèse a pour objet de mettre en exergue ces deux fonctions de la médiation dans les relations de travail, d'en marquer les critères de distinction et d'en étudier les rouages avec précision.
  - Lauréat du prix de thèse du Cabinet VOLTAIRE 2007.
- *La médiation dans les relations de travail*, t. 48, Paris : LGDJ, Coll. *Bibliothèque de droit social*, 2008, Préf. B. BOSSU, 581 p.
- *Les discriminations dans les relations de travail devant les cours d'appel, La réalisation contentieuse d'un droit fondamental*, sept. 2014, 458 p. [sous la direction de M. B. BOSSU, Professeur et en collaboration avec les membres du LEREDS]
- *Droit social du sport : le statut du sportif professionnel*, Lille : éd. Hélinia, 2018, 250 p., à paraître [en collaboration avec Fr. Bizeur, Docteur en droit];

#### ► MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS

- *La médiation judiciaire*, Paris : éd. L'Harmattan, Coll. *Logique juridique*, 2008, 156 p., Préf. Ch. JARROSSON ;
- *Le règlement amiable conventionnel*, Lille : éd. Hélinia, 2018, à paraître ;

---

### II. – OUVRAGES COLLECTIFS

#### ► DROIT CIVIL

- « **Droit civil** », in GUÉRARD (S.) (coord.), *Les IRA, Préparation aux concours d'entrée*, Paris : Ellipses, 2010. *La présente collaboration consiste à présenter les règles fondamentales du droit civil (Biens, Personnes, etc.), à proposer une bibliographie, à cibler les évolutions principales en ce domaine et à expliquer les méthodologies à mettre en œuvre pour réussir, au mieux, le concours d'entrée aux IRA.*

#### ► DROIT SOCIAL

- « **Droit et institutions sociales** », in GUÉRARD (S.) (coord.), *Les IRA, Préparation aux concours d'entrée*, Paris : Ellipses, 2010. *La présente collaboration consiste à présenter les règles fondamentales du droit social et l'organisation des principales institutions, à proposer une bibliographie, à cibler les évolutions principales en ce domaine et à expliquer les méthodologies à mettre en œuvre pour réussir, au mieux, le concours d'entrée aux IRA ;*

#### ► DROIT DU TRAVAIL

- « **La cause réelle et sérieuse de licenciement** », in BOSSU (B.) (dir.), *Les arrêts fondamentaux du droit du travail – Relations individuelles, IV. La rupture du contrat de travail, Thème 16*, 2006, pp. 339-358 [en collaboration avec M. Stéphane BRISSY, docteur en droit] ; la partie rédigée porte sur la réalité de la cause de licenciement]. La cause réelle de licenciement doit être déterminée de manière objective par l'employeur et s'apprécie au regard de la valeur professionnelle du salarié en cause.
- « **Droit du travail** », in GUÉRARD (S.) (coord.), *Les IRA, Préparation aux concours d'entrée*, Paris : Ellipses, 2010 ; *La présente collaboration consiste à présenter les règles fondamentales du droit du travail, à proposer une bibliographie, à cibler les évolutions principales en ce domaine et à expliquer les méthodologies à mettre en œuvre pour réussir, au mieux, le concours d'entrée aux IRA ;*

- « **Le personnel de la SPL : regards croisés droit privé/droit public – Aspects de droit du travail** », in *Les sociétés publiques locales, Actes du colloque de juin 2012 à Lille*, Paris : L'Harmattan, Coll. *Logiques Juridiques*, 2014 ;

#### ► DROIT DES ASSURANCES

- « **Les obligations d'assurance des organisateurs d'activités sportives** », in *Guide de la responsabilité des organisateurs sportifs*, Titre V. *La couverture du risque d'accident*, Chap. 2, Paris : éd. WEKA, 2008, 22-VIII p. ; Fixées par les articles L. 321-1 à L. 321-4 du Code du sport, les obligations des groupements sportifs en matière d'assurance sont au nombre de deux : - obligation d'assurance ; - obligation d'information. Cette étude présente, de manière exhaustive, lesdites obligations et l'ensemble de la jurisprudence y afférente.

#### ► DROIT SOCIAL INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

- *Les arrêts fondamentaux en droit social international et européen*, Bruxelles : Larcier, 2016, à paraître ;

#### ► MODES AMIABLES DE RÉOLUTION DES CONFLITS

- Contribution à la réalisation du *Code de la médiation*, 2<sup>e</sup> éd., Paris : Médiateurs Editeurs, 2013, Préf. B. Steinmann [Direction : A. Tavel, Avocate] ;

---

### III. – ARTICLES, ÉTUDES ET CHRONIQUES

#### ► DROIT DU TRAVAIL

- « **L'abus du droit de rompre le contrat de travail au cours de la période d'essai** », *Jurisprudence sociale Lamy* n° 144, 27 avr. 2004, pp. 4-8 ; L'abus du droit de rompre le contrat de travail au cours de la période d'essai recouvre un certain nombre d'hypothèses (intention de nuire, légèreté blâmable, etc.) qu'il paraît intéressant de recenser et qu'il convient d'illustrer par de nombreux exemples en jurisprudence ;
- « **L'action de la CNIL dans l'évolution du droit du travail** », *La Nouvelle Lettre de l'IST* n° 7, janv.-févr. 2005, pp. 6-7 ;
- *La pertinence du principe de l'unicité de l'instance en matière prud'homale, études pour le Conseil supérieur de la Prud'homie*, n° 4-2005, 14 p. [en collaboration avec M. Maximilien LONGUE EPÉE, Chargé de travaux dirigés] ;
- « **Contrat première embauche : présentation juridique** », *La Nouvelle Lettre de l'IST* n° 10, mars-avr. 2006, pp. 1-5 ;
- « **Pour une "refondation" de la représentativité des organisations patronales** », in *Blog Dalloz*, 24 janv. 2007, Disponible à l'URL suivante : <[http://blog.dalloz.fr/blogdalloz/2007/01/pour\\_une\\_refond.html](http://blog.dalloz.fr/blogdalloz/2007/01/pour_une_refond.html)> ; cet article pointe les dysfonctionnements propres aux organisations patronales en matière de représentativité ;
- « **Faut-il revoir la représentativité et le financement des organisations patronales ?** », *Liaisons sociales magazine* n° 91, avr. 2008, pp. 84-85 ; Cet article pointe les dysfonctionnements propres aux organisations patronales ;
- « **Rupture conventionnelle** », *J.-Cl. Travail Traité*, Fasc. 30-5, mars 2014 ;
- « **Recrutement, rupture du contrat de travail et TIC** », *JCP S* n° 40, 1<sup>er</sup> oct. 2013, 1381 ;
- « **Sécuriser le licenciement pour motif économique** », *Dr. ouvrier* n° 823, févr. 2017, pp. 80-87, en collaboration avec Alexandre Barège, MCF ;
- « **Les mesures d'accompagnement "post-restructurations"** », *Lexbase Hebdo édition sociale* n° 703, 22 juin 2017 ;
- « **Rapport de synthèse** », *Lexbase Hebdo édition sociale* n° 703, 22 juin 2017 [14<sup>e</sup> Colloque RH, « La sécurisation des parcours professionnels - Enjeu d'évolution du marché du travail et de lutte contre le chômage », organisé par Dimitra Pallantza, MCF, IUT Saint-Omer (ULCO) et ISCID-CO] ;
- « **Quelle protection pour les salariés lanceurs d'alerte ? What protection for whistleblower employees ?** », *Archives des Maladies Professionnelles et de l'Environnement*, Vol. 79, Issue 1, february 2018, pp. 64-68 [en collaboration avec L. Raynaud et S.Fantoni-Quinton] ;

#### ► DROIT SOCIAL INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

- « **Garanties de l'impartialité de la juridiction prud'homale** », *Travail et protection sociale* n° 4, avr. 2004, *Chron.* n° 9, pp. 11-14 [en collaboration avec M. Ghislain POISSONNIER, magistrat] ; dans deux arrêts du 19 décembre 2003, la chambre sociale de la Cour de cassation a retenu la compatibilité de la composition du conseil de prud'hommes avec le principe du droit d'accès à un tribunal impartial. Cependant, l'analyse de chacune des règles de la procédure prud'homale, présentées comme autant de garanties par la chambre sociale, permet de remettre en cause le bien-fondé de l'argumentation développée par la Haute juridiction ;

- **La représentativité des partenaires sociaux européens**, études IREO, n° 3, 2006, 23 p. ; au niveau communautaire, diverses prérogatives sont dévolues aux partenaires sociaux européens. Pour cette raison, se pose la question du fondement de leur légitimité. Pour ce faire, les institutions ont eu recours à la technique de la représentativité. Or, en droit communautaire, la représentativité est multiple. En effet, la représentativité requise des partenaires sociaux européens est distincte selon que l'on se place du point de vue de la consultation ou de la négociation ;
- « **La consécration par la Cour européenne du droit à l'exécution des décisions de justice en matière sociale** », *Revue de droit du travail* n° 7, juill. 2008, pp. 442-447 [en collaboration avec M. Bernard BOSSU, Professeur agrégé] ;
- « **Comité de la société européenne** », *J.-Cl. Travail Traité*, Fasc. 15-72, juill. 2009 [refonte 2017] ;
- « **Comité de la société coopérative européenne** », *J.-Cl. Travail Traité*, Fasc. 15-74, juill. 2009 ;
- « **La chambre sociale de la Cour de cassation face à la prolifération des instruments internationaux de protection des droits fondamentaux** », *Dr. soc.* n° 2, févr. 2012, pp. 178-186 ;
- « **L'entreprise, titulaire de droits fondamentaux** », *Journal européen des droits de l'homme*, 2013/1, pp. 101-108 ;
- « **Chronique de droit social international et européen** », juill.-sept. 2017, *Lexbase Hebdo édition sociale* n° 718, 9 nov. 2017 ;
- « **Chronique de droit social international et européen** », oct.-déc. 2017, *Lexbase Hebdo édition sociale* n° 727, 18 janv. 2018 ;

#### ► DROIT BANCAIRE

- « **La nature juridique du Médiateur du crédit** », *Gazette du Palais, Droit bancaire* n° 65, 6 mars 2010, pp. 15-18 ;

#### ► DROIT CIVIL

- « **Le partage des cendres** », *Répertoire du Notariat Defrénois* n° 19, 15 oct. 2004, pp. 1285-1296 [en collaboration avec M<sup>elle</sup> Hélène POPU, Chargée de travaux dirigés]. Le présent article apporte la démonstration qu'aucun principe juridique ne prohibe véritablement le partage des cendres.

#### ► CULTURE JURIDIQUE

- « **La valeur et la portée d'un arrêt de la Cour de cassation** », *La Nouvelle Lettre de l'IST* n° 6, déc.-janv. 2004, p. 3 ;
- « **Jeanne Chauvin ou une vie de batailles pour le droit des femmes** », *Le Nouvel Endroit* n° 2/2014, pp. 44-50 [Disponible à l'URL suivante : [https://drive.google.com/file/d/0B\\_IfwQgdXsG3c3J3ZHFWWGZjMG8/view?pli=1](https://drive.google.com/file/d/0B_IfwQgdXsG3c3J3ZHFWWGZjMG8/view?pli=1)] ;

#### ► DROIT DES ASSURANCES

- « **Les obligations des groupements sportifs en matière d'assurance** », *Juris associations* n° 331, févr. 2006, pp. 26-28. Fixées par les articles L. 321-1 à L. 321-4 du Code du sport, les obligations des groupements sportifs en matière d'assurance sont au nombre de deux : - obligation d'assurance ; - obligation d'information. Cette étude présente, de manière synthétique, lesdites obligations ainsi que la jurisprudence essentielle y afférente.

#### ► MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS

- « **Chronique de droit des modes amiables de règlement des conflits** », *Revue de l'arbitrage* n° 1, janv.-mars 2007, pp.123-129 ; Cette chronique annuelle recense, dans le domaine du règlement amiable, les évolutions législatives et réglementaires ainsi que les principales décisions rendues en cours d'année ;
- « **Chronique de droit des modes amiables de règlement des conflits** », *Revue de l'arbitrage* n° 1, janv.-mars 2008, pp. 137-157 ;
- « **Chronique de droit des modes amiables de règlement des conflits** », *Revue de l'arbitrage* n° 1, janv.-mars 2009, pp. 207-228 ;
- « **Chronique de droit des modes amiables de règlement des conflits** », *Revue de l'arbitrage* n° 1, janv.-mars 2010, pp. 153-176 ;
- « **Chronique de droit des modes amiables de règlement des conflits** », *Revue de l'arbitrage* n° 1, janv.-mars 2011, pp. 207-243 ;
- « **Chronique de droit des modes amiables de règlement des conflits** », *Revue de l'arbitrage* n° 1, janv.-mars 2012, pp. 157-198 ;
- « **Chronique de droit des modes amiables de règlement des conflits** », *Revue de l'arbitrage* n° 1, janv.-mars 2013, pp. 242-279 ;
- « **Chronique de droit des modes amiables de règlement des conflits** », *Revue de l'arbitrage* n° 1, janv.-mars 2014, pp. 169-209 ;
- « **Chronique de droit des modes amiables de règlement des conflits** », *Revue de l'arbitrage* n° 1, janv.-mars 2015, pp. 213-266 ;
- « **Chronique de droit des modes amiables de règlement des conflits** », *Revue de l'arbitrage* n° 1, janv.-mars 2016 ;
- « **Chronique de droit des modes amiables de règlement des conflits** », *Revue de l'arbitrage* n° 1, janv.-mars 2017 ;

- « **Chronique de droit des modes amiables de règlement des conflits** », *Revue de l'arbitrage* n° 1, janv.-mars 2018 ;
- « **Le cadre juridique de la médiation familiale** », *Revue du médiateur familial* n° 1, janv. 2008, pp. 31-34 ;
- « **La Commission de la médiation de la consommation** », *Petites affiches* n° 208, 19 oct. 2010, pp. 4-8 ;
- « **La transposition de la Directive "Médiation" en droit français** », *Petites affiches* n° 66, 2 avr. 2012, pp. 6-12 ;
- « **Convention de procédure participative et conciliation : quelle parenté ?** », *Dr. & patrim.* n° 214, mai 2012, pp. 56-61 ;
- « **Médiation(s), médiateur(s) et procès équitable** », in F. Osman (dir.), *La médiation, Un nouveau champ d'exploration pour les modes alternatifs de règlement des différends en Méditerranée : droit(s) des pays de l'Union pour la Méditerranée, droit comparé, droit international, Union européenne*, Bruxelles : Larcier, 2012, pp. 163-176 ;
- « **Médiation et recouvrement** », in D. Voinot et al. (dir.), *Un recouvrement de créances sans frontières ?*, Bruxelles : Larcier, 2013, pp. 105-121 ;
- « **Le règlement amiable, le Défenseur des droits et la discrimination à l'emploi** », in B. Bossu (dir.), *La discrimination en droit du travail*, Lille : Hélinia, 2013, pp. 183-214 ;
- « **Labor mediation (An international perspective), La médiation dans les relations de travail, Une perspective internationale** », in V. Gama (dir.), *Mediation, a new perspective on justice*, Sao Paulo : Saraiva, 2018, à paraître ;

#### ► DROIT DU SPORT

- « **Contrats des sportifs professionnels** », in R. Boffa (dir.) « *Chronique de Droit du sport* », *JCP G* n° 26, 25 juin 2012, *Chron.*, 779, p. 1290 ;
- « **Contrats des sportifs professionnels** », in R. Boffa (dir.) « *Chronique de Droit du sport* », *JCP G* n° 26, 24 juin 2013, *Doctr.* 751, pp. 1299-1300 ;
- « **Contrats des sportifs professionnels** », in R. Boffa (dir.) « *Chronique de Droit du sport* », *JCP G* n° 27, 7 juill. 2014, *Doctr.* 803, pp. 1365-1366 ;
- « **Contrats des sportifs professionnels** », in R. Boffa (dir.) « *Chronique de Droit du sport* », *JCP G* n° 19, 11 mai 2015, pp. 949-955 ;
- « **Contrats des sportifs professionnels** », in R. Boffa (dir.) « *Chronique de Droit du sport* », *JCP G* 2016, pp. 979-985 ;
- « **Contrats des sportifs professionnels** », in R. Boffa (dir.) « *Chronique de Droit du sport* », *JCP G* 2017, pp. 945-951 ;

---

## IV. – NOTES, OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES

#### ► DROIT DE LA CONSOMMATION

- Note sous TI Roubaix, 15 avr. 2004, SA COFINOGA c/ Epoux CHEVREAU, *Gazette du palais* n°s 233-237, 20-24 août 2004, pp. 10-17 [relatif au **remboursement anticipé du prêt par l'emprunteur en crédit à la consommation**] ;
- Note sous Cass., 1<sup>re</sup> civ., 23 nov. 2004, S<sup>te</sup> des paiements Pass S2P c/ M<sup>me</sup> Nicouland, et TI Roubaix, 11 sept. 2004, S<sup>te</sup> SOCRAM c/ Durieux, *Dalloz, Cahier Droit des affaires* n° 6, 10 févr. 2005, pp. 443-448 [concernant **la sanction des clauses abusives en matière de crédit à la consommation**] ;
- Note sous TI Paris, 8<sup>e</sup> arr., 25 mars 2005, *Gazette du palais* n°s 224-225, 12-13 août 2005, pp. 4-9 [relatif aux **conditions de reconduction du contrat de crédit à la consommation**] ;
- Note sous CJCE, 1<sup>re</sup> ch., 26 oct. 2006, Elisa Maria Mostaza Claro c/ Centro Movil Milenium SL, aff. C-168/05 *Petites affiches* n° 189, 20 sept. 2007, pp. 9-21 [en collaboration avec M. Ghislain POISSONNIER, magistrat] [relatif à **l'insertion d'une clause compromissoire dans un contrat de consommation**] ;
- Note sous CJCE, 4 oct. 2007, Franfinance SA, aff. C-429/05, *Gazette du palais* n°s 346-347, 12-13 déc. 2007, pp. 11-32 [en collaboration avec M. Ghislain POISSONNIER, magistrat] [relatif à **l'office du juge dans les litiges de consommation**] ;
- Note sous CJCE, 6 oct. 2009, Asturcom Telecomunicaciones SL c/ Cristina Rodríguez Nogueira, aff. C-40/08, *Gazette du palais* n° 48-49, 17 févr. 2010, pp. 12-16 [en collaboration avec M. Ghislain POISSONNIER, magistrat] [relatif à **l'office du juge dans les litiges de consommation**] ;

#### ► DROIT DES ASSURANCES

- Note sous Cass., 2<sup>e</sup> civ., 13 oct. 2005, M. X. c/ S<sup>te</sup> Azur Assurances, *Petites affiches* n° 259, 29 déc. 2005, pp. 17-22 [concernant les

## obligations des groupements sportifs en matière d'assurances de personnes].

### ► DROIT DU TRAVAIL

- « **Clause de conciliation et contrat de travail** (à propos d'un arrêt de la cour d'appel de Rennes du 15 septembre 2005) », Note sous CA Rennes, 8<sup>e</sup> ch. prud., 15 sept. 2005, SELARL CMN c/ M. Pascal G., *Droit social* n° 4, avr. 2007, pp. 445-452 ; Par un arrêt du 15 septembre 2005, la cour d'appel de Rennes admet la validité de la clause de conciliation insérée dans un contrat de travail. De cette manière, elle rejette la jurisprudence constante de la chambre sociale sur ce point et adopte le raisonnement tenu par la chambre mixte. Cependant, la stricte application des principes posés par la chambre mixte n'est guère satisfaisante au regard des règles du droit du travail ;
- « **Défaut d'homologation du contrat d'un joueur de football** », note sous CA Paris, 21<sup>e</sup> ch., sect. A, 5 oct. 2006, Hakan Yakin c/ PSG, *JCP éd. S* n° 25, 19 juin 2007, *Jurispr.*, 1468 [en collaboration avec François BIZEUR, allocataire de recherche à l'université de Lille 2] ; Le contrat de travail ne peut être rompu que s'il a été régulièrement formé, le cas échéant après que la condition suspensive prévue a été réalisée ;
- « **La finalité thérapeutique d'une injection de produits dopants à un sportif peut exclure la faute grave** », note sous Cass. soc., 23 mai 2007, EUSRL Vélo Club de Paris c/ B., *JCP éd. S* n° 36, 4 sept. 2007, *Jurispr.*, 1640 [en collaboration avec François BIZEUR, allocataire de recherche à l'université de Lille 2] ;
- « **Détermination du conseil de prud'hommes territorialement compétent** », note sous Cass. soc., 16 mai 2007, S<sup>ie</sup> civile agricole Manufacture française des pneumatiques Michelin c/ Joubert *JCP éd. S* n° 37, 11 sept. 2007, *Jurispr.*, 1681 ;
- « **Sort des avantages résultant d'un règlement propre à un employeur** », note sous Cass. soc., 12 juill. 2007, CAAA du Haut-Rhin/ Baumann, *JCP éd. S* n° 3, 15 janv. 2008, *Jurispr.*, 1031, pp. 23-24 ;
- « **Rétention d'information lors de l'embauche = faute grave** », note sous CA Grenoble, ch. soc., 18 avr. 2007, Grossi c/ SAEMS « Les Diables rouges », *JCP éd. S* n° 5, 29 janv. 2008, *Jurispr.*, 1064, pp. 18-20 [en collaboration avec François BIZEUR, allocataire de recherche à l'université de Lille 2] ;
- « **Nature du licenciement consécutif au refus d'un changement des conditions de travail** », note sous Cass. soc., 10 oct. 2007, Bin c/ SA mémorial de Caen, *JCP éd. S* n° 6, 5 févr. 2008, *Jurispr.*, 1080, pp. 27-28 ;
- « **Procédure : calcul de la rémunération** », note sous Cass. soc., 24 sept. 2008, Métro Cash et Carry France c/ Raïa, *JCP éd. S* n° 8, 17 févr. 2009, pp. 47-48 ;
- « **Détermination du montant du salaire versé au regard de la réglementation du SMIC** », note sous Cass. soc., 13 juill. 2010, SAS La Compagnie des fromages & Richesmonts, *JCP éd. S* n° 50, 14 déc. 2010, 1536, pp. 20-23 ;
- « **Un rappel de primes, un bulletin de paie** », note sous Cass. soc., 30 nov. 2010, Sté Cipa Civ Immobilier, n° 09-41.065, *JCP éd. S* n° 9, mars 2011, pp. 38-39 ;
- « **Exclusion de toute mesure discriminatoire en raison de l'état de santé** », note sous Cass. soc., 30 mars 2011, Caisse fédérale, n° 09-71.542, *JCP S* n° 21, 24 mai 2011, pp. 23-25 ;
- « **Spécificités du stage probatoire consécutif à une promotion** », note sous Cass. soc., 30 mars 2011, CRAM du Sud Est *et al.*, n° 09-70.693, *JCP S* n° 28, 12 juill. 2011, 1336, pp. 21-23 ;
- « **Protection du délégué syndical représentant syndical au comité d'entreprise** », note sous Cass. soc., 15 juin 2011, *JCP éd. S* n° 50, 15 nov. 2011, 1526, pp. 36-39 ;
- « **Licenciement pour motif personnel : L'externalisation de la procédure de licenciement est exclue** », *JCP S* n° 8, 21 févr. 2012, pp. 31-33 ;
- « **Mise en oeuvre d'un transfert conventionnel de salariés** », note sous Cass. soc., 3 nov. 2011, *JCP S* n° 9-10, 28 févr. 2012, pp. 25-27 ;
- « **SAS et délégation du pouvoir de licencier** », note sous Cass., ch. mixte, 19 nov. 2010, Sté Whirlpool France, n° 10-10.095, *Petites affiches* n° 147, 24 juill. 2012, pp. 5-7 ;
- « **Situation conflictuelle et rupture conventionnelle** », note sous Cass. soc., 23 mai 2013, n° 12-13865, *Petites affiches* n° 116, 11 juin 2014, p. 18 ;

### ► DROIT DU TRAVAIL (DISCRIMINATION)

- Note sous CA Amiens, 5<sup>e</sup> ch. soc., cab. B, 30 janv. 2008, RG n° 06/04753, inédit [Discrimination syndicale] ;
- Note sous CA Amiens, 5<sup>e</sup> ch. soc., cab. B, 31 mars 2010, RG n° 09/02.671, inédit [Discrimination syndicale] ;
- Note sous CA Bourges, ch. soc., 2 sept. 2011, RG n° 10/01609, inédit [Discrimination syndicale] ;
- Note sous CA Lyon, ch. soc., B, 12 juin 2009, RG n° 08/04.070, inédit [Discrimination liée à l'âge] ;
- Note sous CA Paris, Pôle 6, Ch. 5, 2 févr. 2012, RG n° 10/07695, inédit [Discrimination liée à l'âge] ;

### ► DROIT SOCIAL INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

- « **Compétence : portée de l'immunité de juridiction des États étrangers** », note sous Cass. soc., 9 juill. 2008, République démocratique du Congo c/ Muzinga, *JCP éd. S* n° 48, 25 nov. 2008, pp. 36-38 ;

- « **Contrat international : détermination de la loi applicable et du juge compétent** », note sous Cass. soc., 3 déc. 2008, Commune de Charleroi c/ Cueff, *JCP éd. S* n° 14, 31 mars 2009, pp. 21-23 ; la décision commentée concerne la notion de lieu où le travailleur accomplit habituellement son travail ;
- « **Protection de la femme enceinte et normes européennes** », Note sous CJCE, 3e ch., 29 oct. 2009, Virginie Pontin c/ T-Comalux SA, aff. C-63/08, *JCP éd. S* 23 févr. 2010, 1083, pp. 33-38 ;
- Note sous Cass. soc., 31 mars 2009, Société Four Winds Charter, *Petites affiches* n° 94, 12 mai 2010, p. 6 [**relatif à la notion de dernier lieu de travail habituel au sens de l'article 19 du Règlement CE n° 44/2001 du 22 décembre 2000**] ;
- « **Contentieux du travail : appréciation souveraine, sauf dénaturation, de la loi étrangère par le juge du fond** », note sous Cass. soc., 27 janv. 2010, Société Electricité et eaux de Madagascar (EEM) c/ Mme Servane Rangheard, *JCP S* n° 37, 14 sept. 2010, 1362, pp. 45-47 [**relatif à l'application de la législation du travail de Hong-Kong à une relation de travail internationale**] ;
- « **Congés : conformité de l'adhésion obligatoire à une caisse de congés payés à la norme européenne** », note sous Cass. soc., 17 févr. 2010, Société Philippe Dumas EURL c/ CCPBRT, *JCP S* n° 37, 14 sept. 2010, 1357, pp. 36-39 [**relatif à l'application de l'article 11 de la CESDH et de l'article 14 de la CESDH combiné avec l'article 1<sup>er</sup> du Protocole additionnel n° 1 à la CESDH**] ;
- Note sous Cass. soc., 14 avr. 2010, SAS SDMO Industries *et al.* c/ Béganton *et al.*, n° 09-60426 et n° 09-60429, *Petites affiches* n° 209, 20 oct. 2010, pp. 10-12 [**relatif à la conformité de la loi du 20 août 2008 aux normes internationales**] ;
- « **Portée des clauses attributives de compétence incluses dans un contrat de travail international** », note sous Cass. soc., 29 sept. 2010, Royaume du Maroc, n° 09-40.688, *JCP S* n° 4, 25 janv. 2011, pp. 49-51 ;
- « **Immunité de juridiction au profit de l'OCDE** », note sous Cass. soc. 29 sept. 2010, OCDE, n° 09-41.030, *JCP S* n° 4, 25 janv. 2011, pp. 51-53 ;
- Note sous Cass. soc., 11 mai 2010, Opéra national de Paris, n° 08-43.681 et Cass. soc., 11 mai 2010, Société Brit Air, n° 08-45.307, *Petites affiches* n° 114, 9 juin 2011, pp. 7-22 [**relatif à la discrimination fondée sur l'âge**] ;
- « **Détermination de la loi applicable à un contrat de travail international** », note sous Cass. soc., 18 janv. 2011, Sté de droit anglais Resource Consulting Ltd c/ Mme C., n° 09-43.190, *JCP S* n° 26, 28 juin 2011, 1309 ;
- « **Garantie des créances salariales en Polynésie française** », note sous Cass. soc., 5 janv. 2011, Société CSC Océania, n° 09-69.035, *JCP S* n° 27, 5 juill. 2011, pp. 25-27 ;
- « **Indemnités dues au salarié par une filiale étrangère** », note sous Cass. soc., 4 mai 2011, Société Sudameris, *JCP S* n° 44, 2 nov. 2011, 1494, pp. 38-40 ;
- « **Détermination du lieu d'accomplissement habituel du travail** », Cass. soc., 25 janv. 2012, n° 10-28.155, *JCP S* n° 20, 15 mai 2012, 1231 ;
- « **Détermination de la loi applicable à un contrat de travail international** », note sous Cass. soc., 8 févr. 2012, Société Générale, n° 10-28.537, *JCP S* n° 25, 19 juin 2012, 1270, pp. 31-34 ;
- « **A propos de l'espérance légitime d'obtenir paiement d'un salaire** », note sous Cass. soc., 21 mars 2012, Association vers la vie pour l'éducation des jeunes (AVVEJ), n° 04-47.532, *JCP S* n° 25, 19 juin 2012, 1271, pp. 34-36 ;
- « **Mise en place des IRP : des exclusions de l'effectif de l'entreprise à l'épreuve du droit européen** », note sous Cass. soc., 11 avr. 2012, *JCP S* n° 27, 3 juill. 2012, 1301 ;
- « **Soumission du personnel d'une mission diplomatique au régime français de sécurité sociale** », note sous Cass. soc., 28 févr. 2012, *JCP S* n° 27, 3 juill. 2012, 1303 ;
- « **Conflit de lois-Relations internationales de travail : détermination du juge compétent et de la loi applicable** », note sous Cass. soc., 11 avr. 2012, Société Avient, n° 11-17.096 et 11-17.097, *JCP S* n° 31, 31 juill. 2012, pp. 42-44 ;
- « **Application de la convention de Lugano** », note sous Cass. soc., 12 juin 2012, M. Bernasconi c/ Sté Schering-Plough Holdings France *et al.*, n° 11-18.578, *JCP S* n° 45, 6 nov. 2012, 1480, pp. 46-48 [**relatif à la détermination de la juridiction compétente en cas de litige international de travail**] ;
- « **Prestations de retraite complémentaire et respect du principe d'égalité entre les femmes et les hommes** », note sous Cass. soc., 3 juill. 2012, n° 10-23.013, ORPESC c/ Mme B., *JCP S* n° 46, 13 nov. 2012, 1490, pp. 34-37 ;
- « **Détermination de la juridiction compétente dans le cadre européen** », note sous CJUE, 19 juill. 2012, Ahmed Mahamdia c/ République algérienne démocratique et populaire, aff. C-154/11, *JCP S* n° 46, 13 nov. 2012, 1491, pp. 37-39 ;
- « **Un consultant international ne peut refuser de se rendre à Alger** », note sous Cass. soc., 11 juill. 2012, SA société Charles Riley consultants international (CRCI) c/ M. V., n° 10-30.219, *JCP S* n° 48, 27 nov. 2012, 1506 ;
- « **Un essai d'un an est déraisonnable** », note sous Cass. soc., 26 mars 2013, M. V. c/ Société de droit irlandais Cityjet Ltd *et al.*, n° 11-25.580, *JCP S* n° 28, 9 juill. 2013, 1292 ;



- « **Refus d'aménagement du temps de travail pour garde d'enfant : l'Etat doit veiller à l'exécution de la décision judiciaire condamnant l'employeur pour discrimination** », note sous CEDH, 19 févr. 2013, *JCP S* n° 30, juil. 2013, 1312, 30-32 ;
- « **Les conséquences d'un jugement refusant de poser une question préjudicielle** », note sous Cass. soc., 27 févr. 2013, S<sup>te</sup> AG2R, n° 11-26.864, *JCP S* 17 sept. 2013, 1367, pp. 35-37 ;
- « **Cotisations et contributions sociales-Les centres communaux d'action sociale ne sont pas des entreprises** », note sous Cass. 2e civ., 11 juil. 2013, n° 12-20.528, *JCP S* n° 50, 10 déc. 2013, pp. 34-37 ;
- « **Conflit de lois, Détermination de la loi applicable** », note sous CJUE, 12 sept. 2013, Schleckere, aff. C-64/12, *JCP S* n° 5, 4 févr. 2014, 1045, pp. 22-25 ;
- « **Discrimination en raison de l'âge** », note sous Cass. soc., 26 nov. 2013, M. G. c/ Institut de formation maritime pêche et commerce, n° 12-22.208, *JCP S* n° 13, 1<sup>er</sup> avr. 2014, 1125 ;
- « **CDD – CDI : application du principe d'égalité de traitement** », note sous CJUE, 8e ch., 13 mars 2014, aff. C-38/13, Małgorzata Nierodzik, *JCP S* n° 42, 14 oct. 2014, 1395 ;
- « **Notification des actes judiciaires dans l'Union européenne** », note sous Cass. soc., 8 oct. 2014, n° 13-16.079, *JCP S* n° 6, 10 févr. 2015, pp. 40-42 ;
- « **Détermination de la juridiction compétente dans le cadre européen** », note sous Cass. soc., 29 sept. 2014, n° 13-15.802, *JCP S* n° 7, 17 févr. 2015, pp. 38-40 ;
- « **Application des conventions bilatérales de sécurité sociale** », note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 6 nov. 2014, n° 13-23.318, *JCP S* n° 11, 17 mars 2015, pp. 34-36 ;
- « **Détermination de la loi applicable au contrat de travail international** », note sous Cass. 2e civ., 28 janv. 2015, n° 13-14.315, *JCP S* n° 17-18, 28 avr. 2015, pp. 23-25 ;
- « **Compétence des juridictions françaises pour connaître des demandes de personnes ayant leur domicile à l'étranger** », note sous Cass. soc., 28 janv. 2015, n° 13-22.994, *JCP S* n° 17-18, 28 avr. 2015, pp. 45-47 ;
- « **Intangibilité des droits liquidés et principe de non-rétroactivité** », note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 12 févr. 2015, n° 14-10.609, *JCP S* n° 22, 2 juin 2015, pp. 38-41 ;
- « **Mise à la retraite, normes conventionnelles et égalité de traitement** », note sous Cass. soc., 31 mars 2015, n° 13-18.667, *JCP S* n° 28, 15 juill. 2015, pp. 34-37 ;
- « **Portée du certificat de détachement " A1 " sur la qualification de salarié détaché et la compétence prud'homale** », note sous Cass. soc., 10 juin 2015, n° 13-27.799, *JCP S* n° 39, 22 sept. 2015, pp. 41-44 ;
- « **Office du juge et caractère plus favorable des dispositions impératives de la loi applicable à défaut de choix** », note sous Cass. soc., 9 juill. 2015, n° 14-13.497, *JCP S* n° 45, 3 nov. 2015, pp. 21-23 ;
- « **Temps de déplacement et temps de travail** », *JCP S* n° 47, 17 nov. 2015, pp. 20-23 ;
- « **Champ d'application personnel et matériel de la Convention de sécurité sociale franco-ivoirienne** », note sous Cass. 2e civ., 18 juin 2015, n° 14-17.817, *JCP S* n° 47, 17 nov. 2015, pp. 31-32 ;
- « **Prise d'acte belge et dispositions impératives françaises** », note sous Cass. soc., 28 oct. 2015, n° 14-16.269, *JCP S* n° 5, 9 févr. 2016, pp. 23-25 ;
- « **Droit à congés payés des usagers d'un centre d'aide par le travail** », note sous Cass. soc., 16 déc. 2015, n° 11-22.376, *JCP S* n° 12, 29 mars 2016, pp. 24-26 ;
- « **Compétence des juridictions de l'État d'ouverture de la procédure d'insolvabilité** », note sous Cass. soc., 10 janv. 2017, n° 15-12.284, *JCP S* n° 9, 7 mars 2017, pp. 34-37 ;
- « **Personnel aérien navigant : lieu habituel de travail, base d'affectation et nationalité des parties** », note sous CJUE, 14 sept. 2017, aff. n° C-168/16 et C-169/16, *JCP S* n° 43, 31 oct. 2017, pp. 22-28 ;

#### ► **MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS**

- « **Principe de confidentialité et déclarations du médiateur pénal** », Note sous Cass. soc., 2 déc. 2009, n° 07-45.698, *JCP G* n° 11, 15 mars 2010, 295, pp. 541-543. Les dispositions de l'article 24 de la loi du 8 février 1995 visent uniquement la conciliation et la médiation judiciaire en matière civile. Par voie de conséquence, les déclarations recueillies durant une médiation ou une conciliation pénale peuvent être utilisées dans le cadre d'une instance civile, notamment devant les juridictions du travail ;
- « **Régime juridique des clauses de règlement amiable** », note sous Cass. com., 29 avr. 2014, Sté Logica IT services France, n° 12-27.004, *Petites affiches* n° 180, 9 sept. 2014, pp. 14-21 ;